



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Monnaie**

**Le yen au plus bas face au dollar depuis 24 ans**

Le yen est tombé, lundi, à un nouveau plus bas face au dollar, depuis près de 24 ans, dans la foulée de la réaccélération de l'inflation aux ... • (Page 08)

**«Gros carnage»**

**Le bitcoin au plus bas depuis fin 2020**

La célèbre cryptomonnaie s'effondre, passant sous la barre des 25 000 dollars. Le bitcoin plongeait lundi à ... • (Pages 08)



**Résultats 2021**

**Le groupe AFD au service des ODD**

• (Page 03)



• Rémy Rioux, directeur général du groupe AFD

**Togo / Entrepreneuriat**

• (Page 04)

**La 3ème édition de la JFET pour les 24 & 25 juin 2022**

**Finance**

**La BCEAO et HEC Paris lancent de nouveaux programmes courts**

A l'occasion des 10 ans de leur partenariat, HEC Paris et la Banque Centrale des ... • (Page 02)

**Obligation de relance**

**Le Togo lève 25 milliards FCFA**

Le trésor public du Togo a levé le vendredi 10 juin 2022, au marché financier régional, 25 milliards de francs CFA dans le cadre d'une émission d'Obligation de relance. ... • (Page 04)

**Villes africaines**

**Un mécanisme de la BAD renforcera les compétences financières**

La Banque africaine de développement (BAD) lance l'Initiative pour les directeurs financiers municipaux ... • (Page 06)

**Hadj 2022**

**Faure Gnassingbé apporte son soutien aux pèlerins**

Le Chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé subventionne chaque pèlerin ... • (Page 11)

**Cours des devises offert par**

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
<b>Achat</b>	655,957	622,000	4,615	764,000	628,750	484,500	92,000	168,750
<b>Vente</b>	655,957	629,000	4,675	771,000	634,750	491,500	93,750	171,750

## Finance

## La BCEAO et HEC Paris lancent de nouveaux programmes courts

A l'occasion des 10 ans de leur partenariat, HEC Paris et la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) annoncent le lancement de programmes courts portant sur la finance, la stratégie et le digital. Cette nouvelle initiative a été lancée officiellement le 14 juin 2022 par un Webinaire international intitulé « La banque et le retour de la géopolitique à l'ère numérique ».

● Junior AREDOLA

Depuis 2012, les deux établissements proposent des formations, aujourd'hui partiellement en ligne, afin d'accompagner les dirigeants, directeurs, managers et cadres des institutions bancaires et financières de la zone Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) dans l'évolution de leur carrière. Ce nouveau programme de formations courtes vient ainsi compléter l'offre existante composée du « Certificat Exécutive Management Stratégique Bancaire (CEMSTRAT) » et du « Certificat Executive Bancaire pour Dirigeants à l'ère Digitale (CEB2D) ». 16 modules d'une journée seront proposés au choix dans trois univers thématiques : finance, stratégie et digital ainsi que management et leadership. Chaque module fera l'objet d'une attestation délivrée par HEC Paris et le COFEB. La participation à 12 modules sur les 16, sur une période maximale de 24 mois glissants, donnera droit au Certificat Executive Bancaire (CEB). « Notre partenariat avec HEC Paris ne cesse de se développer et nous sommes fiers que ces dix années de collaboration soient marquées par le lancement des programmes courts, qui permettront aux cadres des institutions bancaires et financières de renforcer leur capacité en matière de déploiement de stratégies adaptées aux réalités d'un continent en pleine évolution. » a déclaré M. Ousmane Samba Mamadou, Directeur général



du Centre Ouest-Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB). Pour Mme. Armelle Dufour, Directrice des projets Global Initiative d'HEC Paris : « Grâce à ces nouveaux programmes courts issus de notre partenariat avec la BCEAO via le COFEB, tous les thèmes essentiels pour évoluer au sein d'une institution bancaire ou financière sont abordés. Ils font sortir les participants de leur zone de confort pour mieux exprimer leur potentiel. »

#### À propos d'HEC Paris

Créée en 1881, HEC Paris est une Business School leader en Europe dont l'ambition est d'avoir un impact positif sur le business et la société grâce à sa triple approche « Think, Teach, Act », et de contribuer ainsi à un monde plus inclusif, plus durable et plus prospère. Avec 160 professeurs chercheurs venus du monde entier qui produisent et enseignent un savoir unique à plus de 4500 étudiants issus de 110 pays, le campus d'HEC Paris s'affirme comme un véritable laboratoire d'innovation et d'échange, ouvert sur la diversité du monde et de ses enjeux.

#### À propos de la BCEAO

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est l'Institut d'émission commun aux huit (8) États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Créé le 12 mai 1962, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est un établissement public international dont le siège est fixé à Dakar au Sénégal. Elle est l'Institut d'émission commun aux États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

#### À propos du COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) a été créé en 1977, par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), en vue de former ses propres cadres pour accompagner le processus d'africanisation. Par la suite, la mission du Centre a été progressivement étendue au renforcement de capacités des fonctionnaires des administrations publiques des États membres de l'UEMOA, des cadres des établissements de crédit exerçant dans l'union et du personnel des autres Banques des pays africains francophones.

## AUX DÉCIDEURS...

### Quatrième révolution industrielle...

Les cadres narratifs sont fondamentaux pour unifier les idéologies. Ils encadrent ce qui est possible et impossible, quelles idées peuvent être acceptées et lesquelles doivent être rejetées. Dans son livre, « Digital Democracy, Analogue Politics », la conteuse et analyste politique Nanjala Nyabola examine le cadrage du récit de la quatrième révolution industrielle.

Elle soutient qu'il est utilisé par les élites mondiales pour détourner les moteurs de l'inégalité et permettre des processus continus d'expropriation, d'exploitation et d'exclusion.

L'idéologue en chef de la quatrième révolution industrielle est Karl Schwab, président du Forum économique mondial qui a publié un livre influent du même nom. Il y soutient que les innovations numériques transforment la façon dont les gens vivent, travaillent et interagissent.

Il s'agit notamment de l'intelligence artificielle et de la robotique, de l'informatique quantique en nuage et de la technologie de la chaîne de blocs.

Par rapport aux révolutions industrielles précédentes, soutient-il, la quatrième révolution industrielle évolue à un rythme exponentiel, réorganisant les systèmes de production, de gestion et de gouvernance de manière sans précédent.

Mais il y a une critique croissante, en particulier de la part des pays du Sud, de ce cadre favorable au capital de la quatrième révolution industrielle. Beaucoup se demandent si cela devrait être considéré comme une révolution.

Les preuves disponibles suggèrent que la prolifération des technologies numériques a été très inégale, tirée par une génération plus ancienne d'innovation technologique et utilisée pour reproduire plutôt que transformer des relations sociales inégales.

Nous partageons le point de vue selon lequel il n'y a rien de prédéterminé ou de linéaire quant à la technologie numérique développée, à la manière dont elle est utilisée et à quelle fin. Le défi est de savoir comment exploiter les innovations numériques pour améliorer les conditions de travail et de vie, tout en responsabilisant le capital.

L'historien Ian Moll se demande si la myriade actuelle d'innovations technologiques numériques constitue une révolution industrielle. Après tout, les révolutions ne se caractérisent pas uniquement par des changements technologiques.

Ils sont plutôt motivés par les transformations du processus de travail, les changements fondamentaux dans les relations sur le lieu de travail, les changements dans les relations sociales et la restructuration socio-économique mondiale.

La révolution industrielle, par exemple, a donné naissance à des usines qui ont changé la façon dont les gens travaillaient ainsi que leur lieu de vie. La centralisation des lieux de travail a entraîné une urbanisation croissante, approfondissant les divisions de classe entre les riches et les pauvres. Elle a également vu l'émergence de syndicats.

Il est clair que les technologies numériques remodelent la structure du marché du travail et les conditions de travail. Ils le font par l'automatisation et le remplacement de la main-d'œuvre, l'informalisation ou l'ubérisation du travail, l'imposition d'une gestion algorithmique et la marchandisation des données.

Mais ils semblent approfondir plutôt que transformer les schémas historiques d'inégalité selon les classes, le sexe, la race, la citoyenneté et la situation géographique.

Malgré les critiques, l'Union africaine (UA) a adopté la quatrième révolution industrielle comme un « moment décisif pour le développement de l'Afrique ». L'UA le décrit comme une opportunité de sauter dans l'ère numérique, d'accroître la compétitivité mondiale et de générer de nouvelles sources d'emploi.

Le chercheur-activiste Trevor Ngwane soutient dans le volume édité, la quatrième révolution industrielle : une critique sociologique, que l'innovation technologique peut en effet être bénéfique pour la classe ouvrière. Cela peut réduire la pénibilité, améliorer les conditions de travail et libérer plus de temps pour que les gens puissent s'engager dans d'autres activités significatives.

Le problème est que les fruits de l'innovation technologique sont monopolisés par une classe capitaliste mondialisée. Prenons l'exemple des plateformes numériques de travail. Financés principalement par des fonds de capital-risque du Nord, ils ont créé des entreprises dans le Sud sans investir dans des actifs, embaucher des employés ou verser dans les caisses de l'État.

Junior AREDOLA

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Résultats 2021

## Le groupe AFD au service des ODD

En 2021, le groupe AFD (Agence Française de Développement) a plus que jamais agi du côté des autres pour contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Avec 995 nouveaux projets financés pour un montant de 12,15 milliards d'euros d'engagements autorisés et un niveau historiquement élevé de décaissements, le Groupe présente des résultats robustes. L'année 2021 a également été marquée par la Loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales qui a renforcé les moyens alloués à cette politique et élargi le périmètre du groupe AFD.

• Joël YANCLO

Le groupe AFD a poursuivi en 2021, son action au service du développement dans une démarche partenariale réaffirmée, en particulier avec l'Union européenne, et dans des domaines d'intervention principaux clairement identifiés : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation, la santé. Ce sont au total plus de 4 000 projets mis en œuvre dans 115 pays et dans les territoires d'Outre-mer. L'année 2021 a été marquée par l'adoption à l'unanimité, le 4 août, de la Loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales. « Avec 1 000 nouveaux projets accompagnés chaque année, le groupe AFD est un visage constructif et concret de la France dans le monde. Dans un contexte international toujours marqué par la crise sanitaire et les crises géopolitiques, nos résultats 2021 témoignent de cet engagement pour un monde en commun. Avec à nouveau plus de 12 milliards d'euros de nouveaux engagements, 22 millions de

personnes soignées, 13 millions de jeunes filles scolarisées ou encore 22 millions de kilomètres carrés de terres restaurées, le groupe AFD, avec ses filiales Proparco et Expertise France, agit depuis quatre-vingts ans du côté des autres. Ces résultats traduisent en actes l'ambition du président de la République et du gouvernement pour la solidarité internationale, les biens communs et la lutte contre les inégalités mondiales, mais aussi pour le renouvellement de notre relation avec nos partenaires, comme entériné par la Loi du 4 août 2021 votée à l'unanimité par le Parlement et le Sénat », dixit Rémy Rioux, directeur général du groupe AFD

## Côté chiffres

L'activité du groupe AFD s'est maintenue à un haut niveau en 2021, avec notamment 12,15 milliards d'euros de nouveaux engagements, dont 2,3 milliards d'euros pour le soutien au secteur privé avec notre filiale Proparco ; 8 milliards d'euros de décaissements, un niveau historiquement élevé ; 298 millions d'euros de résultat net, un chiffre historique

malgré la crise ; 5,2 milliards d'euros en Afrique, soit près de la moitié des engagements totaux du groupe AFD, dont 1,2 milliard pour Proparco ; 995 nouveaux projets financés, tous secteurs confondus ; 50 % de nos engagements contribuent à l'égalité femmes-hommes, dont 846 millions d'euros à titre principal ; 55 % des engagements bénéficient à des acteurs non souverains (organisations de

la société civile, collectivités, secteur privé) ; 5,2 milliards d'euros pour le climat, qui ont permis à l'AFD de contribuer à hauteur de 85 % à l'engagement pris par la France en matière de finance climat dans le cadre de l'Accord de Paris ; plus de 500 millions d'euros pour la biodiversité, permettant d'œuvrer activement en faveur de la convergence climat-biodiversité.

## Les ODD comme tableau de bord

Au cœur de sa démarche, les Objectifs de développement durable (ODD) donnent le cap à l'action du Groupe au quotidien. Ainsi en 2021, parmi les 17 ODD sur lesquels le groupe AFD est pleinement mobilisé, 22,6 millions de personnes ont bénéficié d'un accès aux soins amélioré ; plus de 12,6 millions de filles ont pu être scolarisées au primaire et au collège ; plus de 2,4 millions de personnes disposent d'un accès nouveau à des services électriques

durables et plus de 13,5 millions de bénéficiaires de nos projets financés se trouvent en zone dite de crise ou fragile.

## En Afrique

Sur l'ensemble du continent africain d'abord, le groupe AFD a accompagné en 2021, les grandes transitions en cours à commencer par la gestion des espaces, du champ social, du champ sanitaire, du champ climatique ou encore de celle des ressources, dans la logique des biens communs. Le soutien envers le secteur privé au service du développement durable y est particulièrement prégnant, notamment à travers l'initiative Choose Africa portée par Proparco, destinée à renforcer l'engagement de la France auprès des start-up, TPE et PME africaines. Ce sont ainsi 3 milliards d'euros qui ont été engagés depuis 2018 en faveur de ces entreprises.

## Stratégie Trois Océans

Le groupe AFD privilégie une stratégie Trois Océans, dans laquelle les Outre-mer assurent un lien puissant entre la France et leurs voisins, afin de mieux répondre aux besoins spécifiques de ces territoires et de les inscrire dans leur bassin régional. À travers les trois espaces océan Atlantique, océan Indien et océan Pacifique qui regroupent territoires ultramarins et États du même bassin régional, le groupe AFD renforce la convergence de son action ultramarine et internationale. Il concentre ses interventions sur le développement économique et social et la prise en compte des défis communs de la lutte contre le changement climatique et les inégalités. La zone Trois Océans a bénéficié de 1,4 milliard d'euros d'engagements en 2021.

## À propos du groupe AFD

Le groupe AFD est un établissement public qui met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance : ses équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets à fort impact social et environnemental dans les Outre-mer français et 115 pays. Le Groupe contribue ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



• Rémy Rioux, directeur général du groupe AFD



## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Entrepreneuriat

## La 3ème édition de la JJFET pour les 24 &amp; 25 juin 2022

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) abrite les 24 et 25 juin 2022, l'acte 3 de la Journée du Jeune et Femme Entrepreneurs au Togo (JJFET). Une initiative mensuelle du cabinet YiLiM, spécialisé dans l'expertise d'entreprise et le mentorat.

● Joël YANCLO

Permettre aux jeunes et femmes entrepreneurs de décupler leurs affaires, en ayant les connaissances qu'il faut, c'est la vocation de la Journée du Jeune et Femme Entrepreneurs au Togo. Expositions, conférences, rencontres B to B, afterwork, réseautage, mentorat..., sont au menu de la prochaine édition de la Journée du Jeune et Femme Entrepreneurs au Togo (JJFET). 48 heures durant, entrepreneurs débutants, futurs entrepreneurs, entrepreneurs aguerris, partenaires techniques et financiers, investisseurs vont se retrouver pour réseauter, apprendre, exposer des produits/services, trouver des mentors et nouer des partenariats d'affaires. Le Togo regorge d'énormes potentialités en matière d'artisanat, d'agro-alimentaire, d'innovation, de services. En effet, nombreux sont ces jeunes et femmes qui ne cessent de s'affirmer à travers leurs produits, services et innovations. Malgré leur volonté, ils restent mal organisés, mal structurés, isolés, pas assez formés, peu visibles avec des difficultés à bénéficier véritablement des mécanismes mis à leur disposition. Rai-



● Cérémonie de lancement de la 3ème édition de la JJFET à Lomé, le 29 avril. De gauche vers la droite, ABOKA Kossi Maire de la Commune Golfe 4, Médissa SAMA promotrice de l'événement et Guy WATSON modérateur. © Edy ALLEY-YiLiM

sons qui ont amené YiLiM à initier la Journée du Jeune et Femme Entrepreneurs au Togo. Cette journée offre la possibilité aux jeunes et femmes débutants de sortir de leur isolement, de faire connaître et de faire grandir son entreprise ; trouver un mentor chevronné qui partage son savoir et lui donne la force d'avancer ; rejoindre une communauté d'entrepreneurs et d'experts pour réduire la courbe d'erreur ; avoir accès aux informations précises (opportunités, nouvelles lois, les mécanismes mis en place etc.) avoir accès aux services des experts et praticiens à coût réduit au besoin.

#### Le cabinet YiLiM en bref



Cabinet d'expertise, d'investissement et de mentorat, YiLiM accompagne les jeunes entrepreneurs ou futurs entrepreneurs en vue de favoriser leurs croissances personnelle et professionnelle. De plus, il offre la possibilité à tous les africains investisseurs ou non vivants sur leur continent ou hors de l'Afrique de pouvoir non seulement participer à la construction de leur pays ou continent mais aussi de préparer leur retour probable chez eux sur le sol de leur aïeux d'une façon réussie. YiLiM permet à chaque africain d'investir dans des domaines porteurs comme par exemple l'agriculture et l'immobilier avec le moins de risque possible (gestion des investissements, conseils, suivis et orientation pas à pas). En attendant cette troisième édition, le rendez-vous est ainsi pris à la CCIT entre entrepreneurs et experts pour un moment de partage et d'échanges d'expériences.

## Obligation de relance

## Le Togo lève 25 milliards FCFA

Le trésor public du Togo a levé le vendredi 10 juin 2022, au marché financier régional, 25 milliards de francs CFA dans le cadre d'une émission d'Obligation de relance.

● Bernard AFAWOUBO

Une nouvelle sortie du Togo vient d'être bouclée le vendredi dernier sur le marché financier régional. C'était dans le cadre d'une émission d'Obligation de relance (ODR). A la suite de cette sortie, le pays de Faure Essozimna Gnassingbé a obtenu la confiance des investisseurs ce qui a permis au trésor public du Togo de lever 25 milliards de francs CFA. A en croire les résultats fournis par l'Agence Umoa-Titres, le Togo a recueilli plus de 60 soumissions pour un total de 77 milliards de francs CFA, soit un taux de couverture de 300%. Au-delà de tout, le tré-



sor public togolais n'a gardé que le montant recherché soit 25 milliards de francs CFA. Avec un rendement moyen pondéré de 4,98 % sur trois ans, pour un taux de fixe de 5,3%, les titres ont une maturité de 36 mois avec une

valeur minimale de 10.005 francs CFA. Depuis le début de l'année en cours, le pays de Faure Essozimna Gnassingbé a mobilisé près de 300 milliards de francs CFA sur le marché financier régional.

## Formation professionnelle

## Les IFADs lancent les inscriptions pour la rentrée 2022-2023

L'Agence Education-Développement (AED) a lancé lundi 13 juin 2022 à Lomé le recrutement de nouveaux apprenants pour les trois Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD) du Togo.

● Nicole ESSO

Les trois Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD) du Togo ouvrent un nouveau recrutement dans le cadre de la prochaine rentrée académique 2022-2023. L'information a été rendue publique ce lundi 13 juin 2022 par l'Agence Education-Développement (AED), structure chargée de la gestion des Instituts, à la faveur d'une conférence de presse tenue par le top management de l'AED, et les directeurs des trois IFAD. Ces inscriptions, qui prennent fin le 08 juillet prochain, visent les jeunes Togolais âgés entre 16 et 29 ans, qui peuvent ainsi postuler dans l'une des trois structures dédiées aux secteurs socio-économiques

prioritaires que sont : l'aquaculture (IFAD d'Elavagnon), l'élevage (IFAD de Barakoissi), et les métiers du bâtiment (IFAD de Lomé). « Pour nous, le critère fondamental, c'est vraiment la motivation », a insisté Nassini Commi, DG Adjoint de l'AED. Le fonctionnaire a expliqué notamment que la formation en alternance met un accent sur la motivation et le projet professionnel porté par les jeunes apprenants. « Les IFAD veulent mettre un accent particulier sur la formation en entreprise, et le contact permanent avec des professionnels et gens de métiers, pour une formation vraiment professionnalisante », a-t-il ajouté. « Chaque apprenant est considéré comme unique »,

a ajouté pour sa part Katabale Assima-Kodjovi, DG de l'IFAD-Bâtiment de Lomé. Selon ce dernier, les campus s'appuient notamment sur l'environnement numérique de travail, pour pouvoir personnaliser la formation de chaque apprenant, dans une logique de recherche de l'autonomie et d'adaptation dans l'apprentissage. À ce jour, le plus récent IFAD-Bâtiment de Lomé, couvre 6 cursus de formations, dont 4 Bacs Professionnels (Bac Pro en Organisation et réalisation du gros œuvre, Bac Pro en Froid et Conditionnement de l'Air ; Bac Pro Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés ; et Bac Pro en Aménagement et finition de Bâtiment) et 2 CAP (Menuisier fabricant installateur, et Charpentier couvreur).

## Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



**GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT  
EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)**

**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

<b>Référence :</b>	N° <i>GIABA/PROC./CONS./2022/01/dln</i>
<b>Poste :</b>	Recrutement d'un Consultant individuel national pour « DEVELOPPEMENT DE LA STRATEGIE 2023-2027 DU GIABA »
<b>Institution :</b>	GIABA
<b>Supervision :</b>	GIABA- Direction Générale/ Département Suivi-Evaluation
<b>Durée de la mission :</b>	75 jours / 2 mois et demi
<b>Lieux de la mission :</b>	SENEGAL
<b>Date limite de candidature :</b>	21 Juin 2022

**1. DETAIL DU CONTENU DE LA MISSION**

Se référer aux termes de références.

**2. CONTEXTE DE TRAVAIL**

L'expert travaillera en étroite collaboration avec le Chargé du Suivi-Evaluation du GIABA et son équipe.

**3. NATURE DE LA MISSION**

- L'objectif global de la mission est d'assister le GIABA dans le cadre du développement de son plan stratégique quinquennal 2023-2027.
- De façon spécifique, il s'agira :
  - a. D'établir un diagnostic stratégique basé sur une analyse situationnelle de la problématique de la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de prolifération des armes de destruction massive en Afrique de l'Ouest ;
  - b. D'identifier les principaux domaines prioritaires et suggérer des orientations et axes stratégiques à même de contribuer à la résolution des principaux défis identifiés avec le maximum de réalisme et en tenant compte du contexte actuel de la LBC/FT ;
  - c. D'élaborer un plan stratégique quinquennal couvrant la période 2023-2027, incluant, entre autres, un cadre logique et un plan d'action pluriannuel assorti d'un budget prévisionnel.

**4. ROLE ET RESPONSABILITES**

Avec les orientations du Directeur Général du GIABA ou toute personne désignée par lui et sous la supervision du Responsable Principal de la Planification et de la Mobilisation des Ressources, le Consultant effectuera les tâches suivantes :

- i. Procéder à la revue et l'analyse documentaire ;
- ii. Elaborer et soumettre une note de cadrage qui décline l'approche méthodologique envisagée par le consultant, la planification de la mission avec les échéances et livrables attendus ;
- iii. Concevoir des outils de collecte et d'analyse des informations ;
- iv. Organiser une série de rencontres au sein du Secrétariat (DG, Directeurs, personnels clés) ;
- v. Préparer et animer des ateliers de diagnostic et de planification avec les parties prenantes appropriées ;
- vi. Rédiger le projet de plan stratégique à soumettre à l'appréciation du GIABA ;
- vii. Restituer le projet de plan stratégique pour validation par la Commission technique /plénière du GIABA ;

Le GIABA invite, par la présente, les Consultants individuels nationaux des pays membres de la CEDEAO à manifester leur intérêt pour la fourniture des services ci-dessus :

**Les critères fixés pour la présélection sont les suivants :**

**5. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE**

**Formation :** diplôme de maîtrise en science sociale ou dans un domaine connexe pertinent.

**Expérience :** Le candidat doit avoir une expérience pertinente et avérée dans les domaines de la planification stratégique, la formulation des politiques de développement, l'évaluation des politiques de développement, etc....

**6. COMPETENCES ATTENDUES**

- Justifier l'expérience acquise dans l'exécution de travaux similaires ;
- Etre familier avec les outils et technique de diagnostic et de planification ;
- Avoir une connaissance de la problématique de la lutte contre le blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ;
- Avoir une connaissance de la région de l'Afrique de l'Ouest et particulièrement les Etats de la CEDEAO ;
- Avoir une connaissance des organes et du fonctionnement de la CEDEAO ;
- Avoir une parfaite maîtrise (écrire et parler couramment) d'une des langues de travail de la CEDEAO et avoir des aptitudes techniques sur une autre ;

**7. LANGUES DE TRAVAIL**

Les consultants individuels doivent avoir une bonne maîtrise de l'expression écrite et orale dans l'une des langues officielles de la CEDEAO : anglais, français et/ou portugais. La connaissance pratique (à l'oral et à l'écrit) d'une autre de ces langues serait un avantage.

**8. COMMENT POSTULER :**

- Les Consultants intéressés doivent soumettre leur manifestation d'intérêt accompagnée de leur Curriculum Vitae, indiquant qu'ils ont les qualifications requises pour fournir les services.
- Les candidats sont également encouragés à justifier leur candidature par toute information complémentaire, lorsqu'elle existe (brochures, description de missions similaires, expérience dans des contextes similaires, etc.).

**9. CONDITIONS GENERALES DE RECRUTEMENT**

- Le recrutement du consultant se fera conformément aux critères de *Sélection de consultant individuel* énoncés dans les lignes directrices relatives aux Consultants du Code des marchés révisé de la CEDEAO.
- Seul le candidat présélectionné sera notifié pour signer un contrat de service avec le GIABA.
- Les manifestations d'intérêt portant clairement le titre du poste en objet doivent être transmises par courriel aux adresses électroniques ci-dessous ; toute demande d'informations supplémentaires concernant cette manifestation d'intérêt doit être envoyée aux mêmes adresses électroniques :

Courriel: [procurement@giaba.org](mailto:procurement@giaba.org) avec copie à [secretariat@giaba.org](mailto:secretariat@giaba.org)

**10. DATE DE CLOTURE DE L'APPEL A CANDIDATURES**

La date limite de clôture des candidatures est fixée au 21 Juin 2022 à midi GMT.

Cet appel à manifestation d'intérêt est aussi publié sur les sites du GIABA <https://procurement.giaba.org/?lng=fr> et de la CEDEAO <http://www.ecowas.int/doing-business-in-ecowas/ecowas-procurement>

*Directeur de l'Administration et des Finances, p.i du GIABA*

## Villes africaines

## Un mécanisme de la BAD renforcera les compétences financières

La Banque africaine de développement (BAD) lance l'Initiative pour les directeurs financiers municipaux (Municipal CFO Initiative) en partenariat avec l'organisation Cités et gouvernements locaux unis (CGLU). Ce nouveau mécanisme qui sera mis en œuvre dès septembre 2022 permettra aux villes africaines de renforcer les sources de financement de leurs projets d'infrastructures en vue de l'accélération du développement urbain durable sur le continent.

Entre croissance démographique et réchauffement climatique, la nécessité d'un développement urbain durable se fait de plus en plus ressentir en Afrique. Dans ce contexte, un nouveau mécanisme de la Banque africaine de développement (BAD) baptisé «l'Initiative pour les directeurs financiers municipaux» (Municipal CFO Initiative, en anglais), permettra aux municipalités de renforcer leurs sources de financements pour la mise en œuvre de leurs projets infrastructurels et par la même occasion, d'améliorer leurs solvabilités. Concrètement, le programme qui débutera en septembre 2022 permettra d'outiller les acteurs de la finance des municipalités sur les notions de comptabilité, de gestion de la dette et des risques, grâce à une intervention des experts travaillant sur les places boursières de Johannesburg en Afrique du Sud et d'Abidjan en Côte d'Ivoire. Selon François Paul Yatta, le directeur des programmes de l'organisation Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) qui soutient ce projet de la BAD, il sera aussi question de comprendre l'écosystème des investisseurs intéressés par les villes africaines. «Il est urgent que les infrastructures urbaines évoluent et se développent pour répondre à la demande des villes africaines qui s'urbanisent rapidement. Ce type de programme est



un catalyseur qui fera des municipalités des interlocuteurs de poids pour un grand nombre de bailleurs de fonds», explique la responsable du développement urbain au sein du département Infrastructures, Villes et Développement urbain de la BAD. À en croire Alice Nabalamba, la première phase de «l'Initiative pour les directeurs financiers municipaux» ciblera dix municipalités réparties sur l'ensemble des sous-régions du continent notamment l'Afrique australe, centrale, de l'Est, de l'Ouest et du Nord.

### Accélérer le développement urbain et durable

À terme, ce mécanisme de financement facilitera la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement urbain et durable de la BAD qui s'inscrit en droite ligne des engagements pris par les dirigeants des collectivités territoriales et les acteurs économiques lors de la 9e édition du sommet

Africités qui s'est tenu en mai 2022 dans la ville de Kisumu au Kenya. Parmi ces engagements figurent la promotion de la mobilité verte, l'amélioration des systèmes de gestion des déchets plastiques ainsi que la rénovation des logements au sein des municipalités africaines. Dans le même temps, le gouvernement sud-africain en partenariat avec l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnue) a doté les municipalités d'un manuel de financement essentiel pour investir dans des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. L'ouvrage permet d'ores et déjà aux dirigeants de ces villes de déterminer l'impact environnemental et économique des émissions d'obligations vertes sur l'économie en Afrique du Sud.

Avec afrik21

## Formation

## 32 universités africaines parmi les 1400 meilleures au monde

Même si le nombre d'universités africaines dans le classement mondiale de QS est à la hausse, le continent reste sous représenté. L'Université du Cap garde sa première place continentale tandis que l'Université Future d'Égypte fait son entrée à la 14e position.

Le QS world university Ranking, l'un des trois classements majeurs d'universités dans le monde, a publié le mercredi 8 juin, la liste des meilleures universités au monde pour l'année 2023. Le classement dirigé par le cabinet britannique Quacquarelli Symonds comprend en tout 1418 établissements d'enseignement supérieur, dont 32 d'Afrique. Le continent reste le moins représenté, même s'il faut noter une nette amélioration numérique ; soit 32 places contre 31 lors de l'édition précédente. Pour sa première entrée au classement, l'Université Future en Égypte

réalise une performance remarquable et figure à la 14e position continentale. L'Université du Cap garde la première place du classement. Elle est suivie de sa compatriote de Johannesburg. L'Université américaine du Caire en Égypte réintègre quant à elle le trio de tête qu'elle a quitté en 2021. Aucune université d'Afrique subsaharienne francophone n'est présente dans ce classement. De manière générale, l'Égypte est le pays le plus représenté avec 14 universités. Bien qu'elle ait les universités les mieux classées, l'Afrique du Sud ne compte que 9 établis-

sements classés. Les autres universités se trouvent en Tunisie (3 universités), au Soudan (2 universités). Le Ghana, le Kenya, l'Ouganda et le Maroc comptent chacun une université. Les critères de classification utilisés par QS prennent en compte la réputation académique des universités (40%), la réputation et l'employabilité des diplômés (10%), le ratio étudiants-professeurs (20%), les publications scientifiques (20%), le ratio de professeurs internationaux (5%) et le ratio d'étudiants internationaux (5%).

Avec Agence Ecofin

## Opérations minières à ciel ouvert

## Intracom Telecom va fournir de systèmes sans fil en Afrique

Intracom Telecom, le fournisseur mondial de systèmes et de solutions de télécommunications, a annoncé la fourniture et le déploiement de son écosystème d'accès sans fil fixe, le point à multipoint WiBAS (PtMP) et la plate-forme uniMS, par la société d'exploitation de l'une des plus grandes mines du monde située en Afrique sub-saharienne.

● Nicole ESSO

L'utilisation de la technologie PtMP haute fréquence sur la vaste zone de la mine est l'une des nombreuses utilisations de cette technologie. Les sociétés minières tirent parti des dernières technologies qui garantissent non seulement une capacité élevée, mais également une longue portée pour couvrir de vastes zones et se connecter avec des actifs de réseau légers, les points distants à un hub central. L'utilisation des hautes fréquences n'est plus contrainte dans le périmètre des zones urbaines. Intracom Telecom a été le pionnier de l'utilisation de sa technologie PtMP pour les mines à ciel ouvert sur le continent africain, prévoyant le besoin d'une technologie de transmission capable de transporter le trafic numérique bidirectionnel à des vitesses ultra-rapides. Dans l'environnement hostile des mines, la technologie WiBAS de pointe est utilisée pour four-



nir des services à large bande de haute qualité et éviter les coûts et les problèmes liés à l'utilisation de câbles. Les systèmes WiBAS peuvent être facilement installés dans n'importe quelle installation et être mis à l'échelle pour prendre en charge de plus grandes zones de couverture, avec plus d'appareils et une plus grande capacité si nécessaire. De plus, grâce à la plate-forme de contrôle et de gestion uniMS IoT, les mines utilisent efficacement leur infrastructure de communication. Le flux d'alarmes sophistiqué associé à des indicateurs de performance clés, disponibles sur des rapports

et des graphiques, améliore l'expérience des opérateurs et garantit des optimisations en temps opportun. John Tenidis, directeur marketing, systèmes de réseau sans fil, Intracom Telecom : "Nous servons nos clients en Afrique pour leurs besoins de connexion de sites distants dans les mines depuis 2011. Nous sommes très heureux d'étendre notre coopération avec l'une des plus grandes mines africaines afin pour fournir des communications modernes aux équipes au sol et au personnel d'exploitation des machines, tout en protégeant et en surveillant le périmètre de la mine."

## Assurance

## La BAD entre au capital de la CICA-RE à hauteur de 6,56 milliards de FCFA

Une cérémonie s'est tenue le 9 juin 2022 à Abidjan, en présence du ministre de l'Économie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, Adama Coulibaly, qui marquait la signature d'une convention d'investissement entre la Banque africaine de développement et la Compagnie commune de réassurance des États membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CICA-RE).

La Banque entre ainsi au capital de la CICA-RE à hauteur de 6,56 milliards de FCFA (environ €10 millions) et en rejoint le conseil d'administration. L'opération a de nombreux avantages : renforcer les capacités de souscription de la CICA-RE ; contribuer au financement de ses opérations de développement et d'expansion en Afrique ; accroître sa contribution au développement des marchés de capitaux domestiques grâce à la rétention d'une part substantielle des primes de réassurance générées localement ; implémenter sa politique environnementale et sociale ; consolider son cadre de gouvernance et de gestion des risques ; accroître sa capacité à fournir de l'assistance technique en matière d'assurance et de réassurance ; et contribuer à ses efforts pour diversifier ses produits de réassurance. « Cette opération est l'une des interventions stratégiques que la Banque mène



pour accroître sa contribution au développement du secteur de la réassurance en Afrique, en épaulant de solides acteurs africains comme la CICA-RE, capables de rivaliser avec les standards internationaux », a déclaré Stefan Nalletamby, directeur du Département du développement du secteur financier du Groupe de la Banque africaine de développement, signataire de la convention au nom de la Banque. Pour le directeur général de la CICA-RE, Karim Diarassouba, qui a paraphé l'accord au nom de la compagnie, « ce partenariat avec la Banque africaine de développement va renforcer la solidité financière de la compagnie, soutenir la crois-

sance des activités du réassureur communautaire, tout en enrichissant son expérience multisectorielle ». La CICA-RE est la troisième compagnie de réassurance régionale dans laquelle la Banque investit, après Africa-RE – dont elle est un membre fondateur – et PTA Reinsurance (ZEP-RE), poursuivant le même objectif : contribuer au développement de marchés de capitaux plus profonds et d'institutions financières africaines robustes et plus intégrées, offrant des produits plus diversifiés pour soutenir le secteur réel. Acteur clé du développement du secteur de l'assurance et de la réassurance en zone dite CIMA, la CICA-RE compte douze États membres : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

(BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT)

<b>BRVM 10</b>	<b>162,50</b>
Variation Jour	↓ -0,52 %
Variation annuelle	↑ 5,86 %



# BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

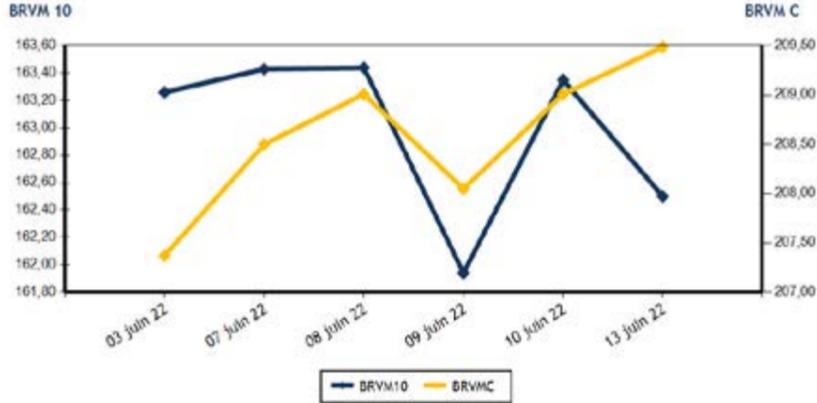
N° 111

lundi 13 juin 2022

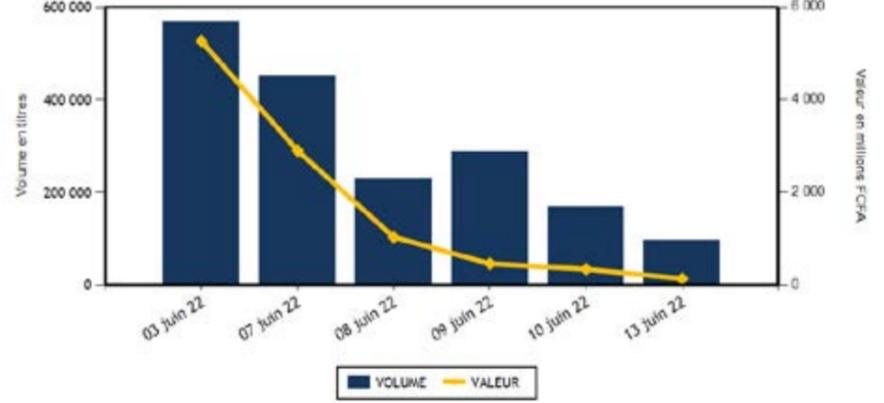
Site : www.brvm.org

<b>BRVM Composite</b>	<b>209,49</b>
Variation Jour	↑ 0,23 %
Variation annuelle	↑ 3,56 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 306 109 321 517	0,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	96 420	-42,85 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	139 392 747	-59,45 %
Nombre de titres transigés	43	10,26 %
Nombre de titres en hausse	24	84,62 %
Nombre de titres en baisse	12	-25,00 %
Nombre de titres inchangés	7	-30,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 827 039 853 404	0,00 %
Volume échangé	32	
Valeur transigée (FCFA)	254 533	
Nombre de titres transigés	3	
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	3	

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	145 000	7,41 %	-7,05 %
SETAO CI (STAC)	1 550	6,90 %	112,33 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 500	6,47 %	27,45 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	965	6,04 %	-18,91 %
SITAB CI (STBC)	6 150	5,94 %	-0,49 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	-6,67 %	-8,50 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 315	-3,54 %	-1,49 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 700	-3,52 %	-11,69 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 175	-2,86 %	-12,62 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	14 005	-2,74 %	32,18 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	112,90	3,26 %	2,53 %	2 524	7 655 215	25,57
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	481,36	-0,87 %	7,24 %	4 878	47 739 725	9,86
BRVM - FINANCES	15	76,10	-0,72 %	-1,34 %	79 809	48 614 872	7,30
BRVM - TRANSPORT	2	459,84	4,90 %	-26,09 %	100	189 100	7,38
BRVM - AGRICULTURE	5	338,87	0,91 %	39,27 %	2 328	23 851 225	6,16
BRVM - DISTRIBUTION	7	394,79	3,38 %	-3,10 %	4 235	7 396 610	31,52
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 912,52	6,90 %	112,33 %	2 546	3 946 000	18,61
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,41	
Taux de rendement moyen du marché	6,09	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,91	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 317 149,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 629 987 601,43	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,06	
Ratio moyen de satisfaction	5,26	
Ratio moyen de tendance	497,57	
Ratio moyen de couverture	20,10	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	5,99	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

## «Gros carnage»

## Le bitcoin au plus bas depuis fin 2020

La célèbre cryptomonnaie s'effondre, passant sous la barre des 25 000 dollars.

Le bitcoin plongeait lundi à son plus bas niveau depuis 18 mois dans un marché sans appétit pour le risque, souffrant par ailleurs de la suspension des retraits sur la plateforme de placements en cryptomonnaies Celsius. Alors que les Bourses voient rouge à travers le monde et que les investisseurs se ruent vers le dollar, valeur refuge, «le plus gros carnage est probablement dans le monde de la crypto», commente Jeffrey Halley, analyste chez Oanda. Le bitcoin voit son prix chuter de plus de 10% à 24 580 dollars vers 10 h 40, un plus bas depuis décembre 2020 et une chute de plus de 65% depuis son plus haut historique en novembre 2021. Alors que le marché des cryptomonnaies valait plus de 3000 milliards de dollars à son sommet il y a sept mois, il approche de la barre des 1000 milliards de dollars, selon le site Coin-gecko, qui recense plus de 13 000 différentes cryptomonnaies.

## Inflation galopante

En 2021, ce secteur encore naissant avait attiré de plus en plus d'acteurs de la finance traditionnelle, dont l'appétit pour le risque était alimenté par les politiques

## États-Unis

## Amazon va tester la livraison par drone dans une ville californienne

La ville de Lockerford, en Californie, sera la première où Amazon testera son service de livraisons par drone, d'ici la fin de l'année.

Amazon prévoit de lancer cette année en Californie son service de livraisons par drone, baptisé Prime Air, un mode de transport des marchandises sur lequel des start-up et grands groupes, comme Walmart, travaillent depuis des années. Le géant du commerce en ligne compte passer des tests à la pratique à Lockerford, une ville californienne, a annoncé le groupe lundi dans un communiqué. «Plus tard cette année (...) les résidents vont pouvoir s'inscrire pour se faire livrer par drone gratuitement», indique Amazon, sans plus de précision sur la date. L'entreprise attend encore le feu vert des autorités. Les consommateurs pourront choisir «entre des milliers de produits de tous les jours» qui seront déposés par le drone dans leur jardin. Leurs retours d'expérience doivent servir à perfectionner le service, qu'Amazon espère faire passer à grande échelle pour «répondre aux besoins des clients partout».



● Le bitcoin voit son prix chuter de plus de 10%. Getty Images via AFP

ultra-souples des banques centrales à travers le monde. Mais la hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui tente de lutter contre l'inflation galopante, pèse sur les marchés. Par ailleurs, la baisse du bitcoin s'est accélérée «après que la plateforme Celsius a «suspendu» les retraits», commente Mark Haefele, analyste chez UBS. Cette entreprise, qui gère des actifs valorisés à 12 milliards de dollars mi-mai selon son site internet, proposait notamment à ses utilisateurs de placer leurs cryptomonnaies «historiques», comme le bitcoin et l'ether, pour investir dans de nouvelles cryptomonnaies.

## Conditions extrêmes

(AFP)

En octobre, Celsius avait notamment levé 400 millions de dollars auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) qui se félicitait de s'associer au «principal prêteur de cryptomonnaies au monde». «En raison de conditions de marchés extrêmes, nous suspendons tous les retraits et transferts entre comptes», a annoncé la plateforme lundi. «Il y a de la casse dans l'espace crypto et cela risque d'empirer», prévient Neil Wilson, analyste chez Markets.com. Début mai, le terra, une cryptomonnaie dont le prix était censé être fixé au cours du dollar, s'était écroulé, provoquant l'inquiétude des investisseurs.

## «Petit rayon d'opération»

Le groupe explique avoir créé une douzaine de prototypes avant de parvenir à un modèle qui peut identifier et éviter les obstacles, tant statiques que mobiles, des cheminées aux autres appareils aériens et animaux de compagnie. «La plupart des drones n'ont pas cette capacité (...) et nécessitent des observateurs pour les aider à éviter les risques. Ils peuvent être déployés assez rapidement, mais restent limités à un petit rayon d'opération», assure Amazon. Les drones de Prime Air pourront porter jusqu'à 2,3 kg de produits dans un paquet de la taille d'une «grosse boîte à chaussures», et parcourir jusqu'à 24 km, d'après un porte-parole du groupe contacté par l'AFP.

## Walmart aussi en course

Fin mai, le géant américain de la grande distribu-

tion Walmart avait annoncé l'expansion de son service de livraisons par drone, prévoyant de le rendre disponible dans 34 sites aux États-Unis d'ici à la fin de l'année. Les drones seront opérationnels dans six États américains (Arizona, Arkansas, Floride, Texas, Utah et Virginie) avec la possibilité d'atteindre jusqu'à 4 millions de foyers et d'assurer plus d'1 million de livraisons par an, avait précisé l'entreprise. Les clients de Walmart pourront commander leurs marchandises entre 08h00 et 20h00 et, moyennant des frais de livraison de 3,99 dollars par commande, se les verront remettre par voie aérienne en l'espace d'une demi-heure. Chaque livraison de Walmart pourra peser jusqu'à 4,5 kg. Walmart, qui cherche à se positionner comme le leader de ce service, utilisera les appareils et la technologie de la start-up DroneUp.

(AFP)

## L'éco en bref

## Le yen au plus bas face au dollar depuis 24 ans

Le yen est tombé, lundi, à un nouveau plus bas face au dollar, depuis près de 24 ans, dans la foulée de la réaccélération de l'inflation aux États-Unis en mai, qui augure un resserrement monétaire plus agressif de la Fed. Le dollar est monté jusqu'à 135,19 yens, peu après 6h (heure suisse), un record depuis octobre 1998. Il redescendait un peu depuis, gravitant autour de 134,70 yens, vers 8h10. Le déclin de la monnaie japonaise est devenu brutal à partir de mars, et elle évoluait à ses plus bas niveaux depuis 2002 face au billet vert depuis mi-avril. En cause, l'écart grandissant entre la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ), toujours ultra-accommodante, et celle de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui resserre son robinet à liquidités pour tenter de dompter l'inflation débridée aux États-Unis.



## Une grève en Corée du Sud joue les trouble-fête

Les chauffeurs de poids lourds sud-coréens ont mené mardi, un huitième jour de manifestations contre la hausse des prix du carburant, paralysant un peu plus les chaînes d'approvisionnement mondiales et causant, selon le gouvernement, des pertes de plus d'un milliard d'euros. La grève a perturbé la production et le transport dans les secteurs cruciaux de l'acier, de la pétrochimie et de l'automobile, entraînant des pertes d'environ 1600 milliards de wons (1,24 milliard de francs), selon les données du ministère du Commerce.

## L'inflation atteint bien un record en Allemagne

L'inflation en Allemagne a bien atteint, en mai, le niveau record de 7,9% sur un an, poussée par la guerre en Ukraine, qui accroît les prix de l'énergie et de l'alimentation, selon l'institut statistique fédéral Destatis. La hausse des prix à la consommation a ainsi atteint son plus haut niveau depuis la réunification de l'Allemagne en 1990, pour le troisième mois consécutif. «La principale raison de la forte inflation reste la hausse des prix des produits énergétiques» mais les augmentations de prix sont aussi observées «pour de nombreux autres biens, en particulier la nourriture», explique Georg Thiel, président de Destatis, dans un communiqué.

## Le groupe Air France-KLM boucle son augmentation de capital

Le groupe aérien Air France-KLM a annoncé mardi, avoir bouclé son augmentation de capital de 2,256 milliards d'euros (quelque 2,35 milliards de francs), ses deux plus grands actionnaires, les États français et néerlandais, ayant participé à la hauteur de leurs participations, tandis que l'armateur marseillais CMA CGM entre au capital. Il s'agit du deuxième étage des mesures entreprises pour assainir les finances du groupe, après une première recapitalisation en avril 2021. Les États français et néerlandais restent donc actionnaires respectivement à 28,6% et 9,3% des parts, tandis que l'armateur CMA CGM, géant mondial du transport maritime qui a réalisé un bénéfice record l'an dernier, devient le troisième actionnaire du groupe, avec 9%.

## En France, les cantines scolaires face à la flambée des prix

Elle inquiète les maires français, les parents d'élèves et les gestionnaires de cantines scolaires, publiques ou privées : la flambée de l'inflation va renchérir le prix des repas des cantines à la rentrée, grevant le budget des ménages et celui des collectivités locales. «Au premier trimestre, le prix de certaines matières premières a augmenté de manière extrêmement violente : le lait a pris 16%, le riz 13%, la viande hachée de bœuf 22%, soit une hausse moyenne de 12% sur un an», observe Bernard Gault, directeur général par intérim du groupe Elicor, qui approvisionne 1.300 cantines scolaires. «Il n'y a pas que la guerre en Ukraine : le retour de l'inflation du coût des matières premières est une tendance de fond à laquelle s'ajoutent des événements comme la sécheresse et la grippe aviaire», dit-il à l'AFP.

## Wall Street dégringole lundi soir

La Bourse de New York a terminé en fort repli lundi, redoutant que l'inflation ne pousse la banque centrale américaine (Fed) à serrer encore la vis alors que se profile à l'horizon un ralentissement économique, voire une récession. Le Dow Jones a perdu 2,79% à 30'517,06 points, l'indice Nasdaq, sous influence technologique, a lâché 4,68% à 10'809,22 points, tandis que l'indice élargi S&P 500 a abandonné 3,87% à 3749,91 points. Le S&P 500, considéré comme l'indice le plus représentatif de Wall Street, est entré en «bear market», ce qui signifie qu'il a perdu plus de 20% depuis son pic historique de début janvier (-22% en clôture lundi).



Sélection AFP &amp; REUTERS

# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	<a href="https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr">https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr</a>
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://lc.cx/mw9vbW">https://lc.cx/mw9vbW</a>
17 <sup>ème</sup> Foire Commerciale de l'OCI	13-19 juin 2022	Dakar Sénégal	Néant
Assemblées annuelles Afreximbank	15-18 juin 2022	Caire, Égypte	<a href="http://www.afreximbank.com">www.afreximbank.com</a>
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	<a href="https://www.cci.bj/">https://www.cci.bj/</a>
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	<a href="https://www.la-fia.com/">https://www.la-fia.com/</a>
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Ne dédaignez pas les petits profits qui passeront à votre portée aujourd'hui. Celui qui ne se baisse pas pour ramasser une épingle n'est pas digne de trouver une livre. Apprenez les habitudes d'économie.

**Taureau** Vous serez diablement dépensier. Ce sera le principal sujet de dispute avec votre conjoint. Mais, comme vous le comblerez de cadeaux, il ne pourra pas trop vous en vouloir. De la modération, quand même !

**Gémeaux** Rien de bien important à signaler dans le domaine financier, où devrait régner une relative stabilité. Les fourmis seront toutefois mieux favorisées que les cigales. Si vous avez dernièrement dépassé votre budget, vous aurez du mal à boucler le mois. Cette alerte ne sera pas nécessairement négative : elle aura au moins pour effet de vous rendre plus prudent. Ne sombrez pas pour autant dans la pingrerie !

**Cancer** Dame Chance vous sourira ce jour. Il s'agira probablement mais pas nécessairement d'une bonne rentrée d'argent ; ce pourra être quelque chose d'autre d'également très agréable. Profitez-en à fond en vous disant que cela ne peut arriver tous les jours. "Il faut gouverner la Fortune comme la santé : en jouir quand elle est bonne, prendre patience quand elle est mauvaise" (La Rochefoucauld).

**Lion** Il faudra penser à maîtriser votre facture téléphonique. Vous étiez souvent trop bavard au téléphone, et cela a eu des incidences désagréables sur vos fins de mois ! Abandonnez votre mauvaise habitude de raconter votre vie au téléphone !

**Vierge** Cet environnement astral influencera favorablement vos finances et vous stimulera. Ce sera le moment idéal pour investir, spéculer, augmenter le capital de votre société. Il serait cependant prudent de vous faire conseiller car vous ne connaissez pas tout dans ce domaine. Vous recevrez, avant la fin de la journée, de précieux conseils d'un ami ou associé pour augmenter facilement vos revenus.

**Balance** Si vous êtes sage et raisonnable, votre stabilité financière ne devrait poser aucun problème. Mais le serez-vous ? Poussé à la fois par Uranus et surtout par Mars, vous risquez, par des dépenses inconsidérées, vous ruiner sans le moindre état d'âme !

**Scorpion** Pluton influencera favorablement le secteur de votre thème lié aux gains dans les jeux. Or, cette planète, assez austère, n'est pas de très bon augure sur le plan de la chance pure. Elle ne sera donc bénéfique qu'à ceux qui travaillent dur pour obtenir ce qu'ils désirent. Il vaudrait donc mieux ne pas jouer à des jeux de hasard aujourd'hui.

**Sagittaire** Les associations financières ne seront pas très stables. Soyez prudent et prenez toutes les garanties nécessaires avant de vous engager. N'essayez pas d'en faire trop, ayez conscience de vos possibilités réelles, sinon vous risquez de perdre le bénéfice de vos efforts.

**Capricorne** Ne prenez pas d'engagement qui implique vos ressources pécuniaires et que vous n'êtes pas absolument sûr de pouvoir tenir. Aussi, soyez très prudent si l'on vous demande de vous porter caution pour un tiers, même si ce tiers est une personne très proche de vous : "cautionner est d'abord une générosité, puis un regret, enfin une obligation de payer" (proverbe arabe).

**Verseau** La planète Mercure vous sera à nouveau bénéfique. Tous les jeux de hasard vous seront donc favorables. Seuls les natifs du premier décan, trop distraits pour miser, risquent de ne rien gagner ou de ne gagner que très peu. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

**Poissons** Neptune, l'un des astres qui dirige pour vous le plan financier, agira de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à devenir un excellent gestionnaire. Aucun risque donc de vous voir jeter de l'argent par la fenêtre ; au contraire, vous saurez gagner de l'argent et le faire fructifier de façon avisée.

## L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Administrateur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

Komlan KPATIDE  
(+228 90 05 05 08)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Eyram AKAKPO  
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO  
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM  
Kodji GATOR JOE

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

014

**AVIS N°02/2022/AMI/DCPC/DSE/CGAF/UEMOA**  
**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN BUREAU**  
**D'ETUDE OU GROUPEMENT DE BUREAUX D'ETUDES CHARGE DE**  
**L'ELABORATION DE LA VISION PROSPECTIVE DE L'UEMOA**

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2022, envisage la réalisation d'une étude relative à l'élaboration de la vision prospective de l'UEMOA.
2. L'objectif global de la mission, est d'élaborer le nouveau document de la vision prospective de l'UEMOA sur un horizon de quinze (15) ans.  
De façon spécifique, il s'agit :
  - de réaliser le diagnostic prospectif de l'Union dans ses dimensions politique, économique, technologique, socio-culturelle, environnementale et juridique (légale) et d'apprécier leur criticité ;
  - de repérer les tendances structurantes et ruptures prévisibles pour les quinze (15) prochaines années et de construire les futurs possibles ;
  - de définir la vision et de formuler les orientations stratégiques pertinentes de développement ;
  - de formuler des recommandations pertinentes, avec des axes d'intervention précis, pour les futurs désirés par Organe ou Institution de l'UEMOA et par scénario ;
  - de rédiger les rapports intermédiaires de la mission ainsi que le document final sur la vision prospective et de participer à sa validation auprès des diverses instances de l'Union
3. Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le bureau d'études ou groupement de bureaux d'études devra, entre autres :
  - faire une revue documentaire la plus large possible ;
  - élaborer et soumettre une méthodologie détaillée prenant en compte les outils de collecte et d'analyse de données, un listing des principaux acteurs et parties prenantes à rencontrer et un plan de travail détaillé ;
  - faire une mission circulaire dans les Etats membres en vue de collecter les données nécessaires pour répondre aux besoins de l'élaboration de la vision de l'Union ;
  - analyser et exploiter les données primaires et secondaires collectées ;
  - élaborer les différents rapports (préliminaire ou de cadrage, provisoire et final) ;
  - restituer les résultats de l'étude à la Commission et aux autres Organes de l'Union en vue de sa validation et les assister lors de la présentation des conclusions de l'étude au Conseil des Ministres et à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.
4. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.
5. En vue de la constitution de la liste restreinte, la Commission de l'UEMOA, invite les bureaux d'études ou groupements de bureaux d'études à manifester leurs intérêts à fournir les prestations ci-dessus décrites.
6. Le bureau d'études ou les groupements de bureaux d'études intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en la matière en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.).
7. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
8. La sélection du bureau d'étude ou du groupement de bureaux d'études se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA définies dans le **Règlement d'exécution N° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020** relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des Organes de l'UEMOA.
9. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du bureau d'études ou du groupement de bureaux d'études, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
<b>1 - « Expérience générale du Consultant »</b>	<b>30</b>
Nombre d'études/missions générales en matière d'élaboration de vision prospective tous secteurs confondus (3 points par mission jusqu'à un maximum de 10 missions)	30
<b>2 - « Expérience spécifique du Consultant »</b>	<b>60</b>
Nombre de prestations similaires exécutées au cours des dix (10) dernières années pour des organisations d'intégration régionale, des institutions internationales de développement ou pour un Etat. (10 points par prestation similaire jusqu'à un maximum de 6 prestations) avec une preuve d'exécution de la prestation	60
<b>Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)</b>	<b>10</b>
Expériences générales dans les pays de l'UEMOA (2 points par expérience pays, pour un plafond de 5 expériences dans 5 différents pays)	10
<b>Total des points</b>	<b>100</b>

10. Pour tous renseignements, veuillez contacter :
  - **Monsieur Inoussa NANGA** - Email : [inanga@uemoa.int](mailto:inanga@uemoa.int)
  - **Monsieur Souleymane DIARRA** - Email : [sdiarra@uemoa.int](mailto:sdiarra@uemoa.int) *ou*
11. Les manifestations d'intérêt en langue française exclusivement, sous format papier A4, en quatre (4) exemplaires (un original plus trois (3) copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA : **380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO** au plus tard **le jeudi 30 juin 2022 à 9 heures 30 mn précises, heure locale.**

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures au siège de la Commission de l'UEMOA, dans la salle FOSIDEC.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un bureau d'études/groupement de bureaux d'études chargé de l'élaboration de la vision prospective de l'UEMOA » *et* *ou*

Pour le Président de la Commission  
et par délégation

*Iba Mar OULARE*

LE PRESIDENT  
COMMISSION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE  
LA COMMISSION

**Hadj 2022****Faure Gnassingbé apporte son soutien aux pèlerins**

Le Chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé subventionne chaque pèlerin togolais de l'édition du Hadj 2022, qui se déroulera du 7 au 12 juillet prochain d'un montant de 90 000 FCFA.

● Bernard AFAWOUBO

L'un des cinq piliers de l'islam est le grand pèlerinage à la Mecque. Et il doit être accompli par tous les musulmans qui disposent des moyens au moins une fois dans leur vie. Depuis exactement deux ans, la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 a dicté sa loi en ce qui concerne le regroupement d'un grand nombre de personne. Ce qui a contraint les autorités d'interrompre les éditions du Hadj les années précédentes. Cette année, le pèlerinage aura bel et bien lieu. Ainsi la communauté musulmane de par le monde s'active massivement à participer à l'édition 2022 qui se tiendra du 7 au 12 juillet 2022, en Arabie Saoudite. A en croire le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Payadowa Boukpepsi, 1 098 pèlerins sont autorisés à participer à l'édition de cette année pour



le compte du Togo. Puisque le nombre des participants par pays est limité par les autorités saoudiennes. C'est ce qu'a annoncé le ministre le 8 juin dernier aux professionnels des médias. Le Chef de l'Etat toujours attentionné aux togolais apporte son soutien aux pèlerins en offrant une subvention de 90 000 francs CFA à chaque pèlerin togolais qui participera à l'édition de cette année.

«Pour participer à cette édition du Hadj, il faut remplir certaines conditions sanitaires notamment l'obligation de vaccination, disposer du pass vaccinal et être âgé

de moins de 65 ans. Les dates de départ des fidèles musulmans sont les 21, 22 et 23 juin 2022. Ils seront de retour respectivement les 28, 29, 30 juillet 2022. La date d'Arafat qui est le point culminant, c'est le 9 juillet 2022 » a indiqué le ministre. « Le coût du Hadj était de 2. 250.000 FCFA en 2019. Cette année, compte tenu des différents changements, le coût est de 3 090 000 FCFA. Mais, le chef de l'Etat nous a dit qu'il va lui-même contribuer au Hadj à hauteur de 90.000 f par pèlerin » a ajouté le ministre Boukpepsi.

**Université de Kara****Lancement du volet 2 du Projet « Semaine Ecologique »**

Le volet 2 du projet « Semaine Ecologique » a été lancé ce Vendredi 10 Juin 2022 au campus sud de l'Université de Kara. Le lancement a été fait par le Directeur Régional de la Planification HASSIM Maliawai, représentant le préfet de la KOZAH. Ce projet, initié par les étudiants en Master, vise à pérenniser les acquis du volet 1 et contribuer activement à la préservation de l'environnement de l'Université de Kara. Le lancement du volet 2 de ce projet a été principalement marqué par la mise en terre de 300 plants sur le site du campus par les officiels et les étudiants.



L'opération a été suivie d'une formation sur la protection des espaces verts et le jardinage. Dans sa déclaration, le délégué général des étudiants en Master à l'Université de Kara et responsable du Projet « Semaine Ecologique », SOUNDI Yéndoumban Bob a remercié tous les partenaires qui accompagnent ce projet. Il a émis l'espoir de voir d'ici le 30 Juin 2022

1500 plants mis en terre et que la sensibilisation auprès de la communauté universitaire et de la population de la Kara suscitera une prise de conscience et des actions concrètes pour protéger l'environnement. De son côté, le représentant du préfet de la Kozah a exhorté les uns et les autres à s'approprier et à s'engager dans ce projet qui s'inscrit dans les ambitions de la feuille de route gouver-

nementale, celles de planter un milliards d'arbres d'ici 2030. Il faut noter ce volet 2 du projet « Semaine Ecologique » a été rendu possible grâce au financement de l'Union Européenne à travers le Programme d'Appui à la lutte contre le Changement Climatique (PALCC). Ce volet 2 couvre le mois de Juin.

Avec radiokara.tg

**Environnement****Les meilleurs reboiseurs de la région de la Kara récompensés**

Le ministère de l'environnement et des ressources forestières a organisé le 10 juin 2022 à Kara, la toute première édition de récompense des meilleurs reboiseurs de cette région. La cérémonie a été présidée par le ministre FOLI-BAZI Katari en présence du préfet de la Kozah, le Colonel BAKALI et du président des chefs traditionnels de la région de la Kara. Le meilleur prix du reboiseur de l'année dénommé « Les Concurrents de l'ambition décennale de reboisement » a été enlevé par l'ONG Action Sociale pour l'Environnement et le Développement en Afrique (ASEDA) de la préfecture de la Kéran. Son directeur M. AKATO Jean Bosco reçoit un chèque d'un million de F CFA en plus d'un trophée.

● Vivien ATAKPABEM

L'ONG ASEDA a reboisé 15 hectares en 2021 avec un suivi et entretien réguliers de la parcelle suivant les itinéraires techniques du reboisement, ce qui lui a permis d'avoir une densité de plants normale et un taux de réussite de plus de 80%. Ils sont 21

entités notamment, ONG, communauté, commune, individu à être enregistrés lors de l'identification des concurrents dans la région de la Kara. Mais, trois (3) ont pu se démarquer par leur savoir-faire en matière de reboisement. A leur tête l'ONG ASEDA, suivi de la commune de Kozah 1 et de Kozah 2 qui enlèvent respec-

tivement une somme de 700 000 et 500 000 FCFA. Avec sa première place M. Jean Bosco AKATO s'est dit honoré. Très ému, il a remercié le chef de l'Etat pour sa politique de reboisement qui veut que tous les togolais plantent d'ici 2030, un milliard de plants. Il promet faire mieux les prochaines années, afin de

préservé sa place de leader dans la région de la Kara, où il compte reboisement pour la campagne en cours 20 hectares. « Le gouvernement a toujours récompensé les meilleurs dans plusieurs domaines. Cette année il a décidé de donner des prix aux 15 meilleurs reboiseurs du pays à raison de 3 par région en vue de les motiver à faire

plus tout en incitant d'autres à leur emboîter le pas. A travers ces lauréats, c'est à presque tous les reboiseurs du Togo que le gouvernement félicite d'une part et d'autre part pour leur dire aussi que la double ambition quinquennale et décennale ne peut être réalisée sans eux » a souligné le ministre FOLI-BAZI. Pour

cette première édition, c'est trois qui sont primés par région, mais les années avenir le gouvernement compte aller au-delà. Le 11 juin 2022 ce sont les trois meilleurs de la région Centrale qui seront aussi honorés. Les régions Maritime, Plateaux et Savanes connaîtront leurs meilleurs reboiseurs dans les semaines à venir.

**Baromètres Togo****Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

UN PROJET FINANCÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE




**BUSINESS FORUM**  
AFRIQUE DE L'OUEST  
UNION EUROPEENNE

**16 & 17**  
JUN 2022  
SOFITEL HÔTEL IVOIRE

Thème **TRANSFORMATION des ÉCONOMIES D'AFRIQUE DE L'OUEST** à travers un partenariat renforcé entre les **SECTEURS PRIVÉS EUROPÉEN** et **OUEST AFRICAIN**

www.businessforum-abidjan.com #ALLONSEMBLE

Partenaires: 

# L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

## TOUTE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE D'ICI ET D'AILLEURS

-  **Economie**
-  **Finances**
-  **Entreprises ...**



Headlines from the newspaper front pages:

- La capitalisation en hausse de 39,33%**
- La ZIECAF pour transformer l'économie togolaise**
- La BOAD a le soutien de ses actionnaires**
- Déjà des mesures prises par le gouvernement**
- Concertation entre les parties prenantes**
- Le gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Togo arrive**
- La Banque mondiale salue la performance du Togo**
- Bolloré Africa Logistics cédé au groupe MSC**

☎ : +228 92 10 93 53 / 97 25 84 84

✉ : leconomistetogo@gmail.com

🌐 : www.leconomistedutogo.com

📘 : l'économiste du Togo

🐦 : @economisteTogo